

Brochure n° 3011

Convention collective nationale

IDCC : 700. – **PRODUCTION DES PAPIERS-CARTONS
ET CELLULOSES**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3068

Convention collective nationale

IDCC : 707. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE**
(Ingénieurs et cadres)

AVENANT N° 37 DU 9 MAI 2012

MODIFIANT CERTAINS ARTICLES DE LA CONVENTION

NOR : ASET1251032M

IDCC : 700, 707

Entre :

L'UNIDIS,

D'une part, et

La FIBOPA CFE-CGC ;

La FFSCEGA CFTC ;

La CGT-FO papier-carton,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe 9 des articles 36 des conventions collectives ingénieurs et cadres est supprimé.

La suppression du paragraphe 9 de l'article 36 entraîne une modification de cohérence de la numérotation des paragraphes suivants.

Article 2

L'article 35 des conventions collectives intitulé « Maternité » est nouvellement intitulé « Maternité et paternité ».

Il est complété d'un septième paragraphe ainsi rédigé :

« 7. Les salariés en congé de paternité indemnisé par la sécurité sociale ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise à la date de naissance de l'enfant bénéficient d'un maintien de rémunération, de telle sorte que l'ensemble des prestations de la sécurité sociale, régime de prévoyance et/ou indemnité complémentaire de l'entreprise atteigne au moins 100 % de la rémunération nette qu'ils auraient normalement perçue s'ils avaient continué à travailler, et ce pour la tranche de rémunération limitée à deux plafonds mensuels de la sécurité sociale. »

Article 3

La première phrase des articles 37 des conventions collectives est complétée d'un sixième tiret ainsi rédigé :

« – conclusion d'un pacte civil de solidarité : 2 jours (droit limité à une fois par salarié) ».

Le premier tiret de la première phrase de l'article 34 des dispositions générales est précisé de la manière suivante :

« – mariage du salarié : 4 jours, ou 2 jours si le salarié a déjà bénéficié du congé pacte civil de solidarité visé au sixième tiret ».

Article 4

Les dispositions des présents avenants deviendront caduques au cas où la législation et/ou la réglementation modifieraient sensiblement les équilibres financiers ayant conduit à la signature du présent avenant.

Les présentes dispositions ne remettent pas en cause les avantages plus favorables existant dans les entreprises.

Il est entendu que les salariées bénéficiant effectivement des dispositions du paragraphe 9 de l'article 36 des conventions collectives ingénieurs et cadres de la production et de la transformation continueront à bénéficier du nombre de jours de congés supplémentaires acquis à la date de signature des présents avenants. Cet avantage individuel prendra fin au moment où le ou les enfants ouvrant droits aux congés supplémentaires ne seront plus considérés à charge au sens de la législation sur les allocations familiales.

Les présents avenants feront l'objet des mesures de publicité prévues pour les conventions collectives elles-mêmes.

Fait à Paris, le 9 mai 2012.

(Suivent les signatures.)